



---

# communiqué

---

Date

**Le 28 août 1992**

Pour publication

**N° 170**

## LE CANADA RATIFIE LA CONVENTION DE BÂLE

Le gouvernement fédéral vient de franchir une étape importante dans le domaine du contrôle des mouvements transfrontières et de l'élimination des déchets dangereux à l'échelle internationale.

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Barbara McDougall, et le ministre de l'Environnement, l'honorable Jean Charest, ont en effet annoncé aujourd'hui la ratification par le Canada de la Convention de Bâle des Nations Unies. La Convention fixe des buts et des objectifs communs et établit des procédures que toutes les parties doivent respecter pour le transport de déchets dangereux entre leurs territoires respectifs.

«Il s'agit d'un pas déterminant vers la responsabilisation environnementale à l'échelle de la planète», a déclaré M<sup>me</sup> McDougall.

«La ratification de la Convention de Bâle permet au Canada de satisfaire à l'obligation qu'il a contractée devant la communauté internationale lors du Sommet de la Terre à Rio, soit de traiter les déchets dangereux de façon sûre pour l'environnement», a ajouté M. Charest.

Les pays qui ont ratifié la Convention ne peuvent importer ou exporter des déchets dangereux qu'entre eux. Une exception est toutefois prévue lorsqu'il existe par ailleurs un accord bilatéral dont les dispositions sont compatibles avec celles de la Convention. C'est le cas, par exemple, de l'Accord entre le Canada et les États-Unis concernant les déplacements transfrontaliers des déchets dangereux. Il en est de même de la décision du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le contrôle des mouvements